

# RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN



## Environnement opérationnel

### Contexte

La République islamique d'Iran continue d'accueillir l'un des groupes de réfugiés les plus importants au monde. En décembre 2011, d'après le Bureau des étrangers et de l'immigration (BAFIA), le nombre total d'étrangers enregistrés auprès des autorités s'élevait à près de 882 700, dont quelque 840 200 Afghans et 42 500 Iraquiens. Près de 3 500 réfugiés iraqiens enregistrés par le HCR attendaient une décision des autorités sur leur statut légal. La plupart des réfugiés en République islamique d'Iran résident dans les zones urbaines, avec 3 pour cent seulement qui vivent dans des zones d'installation.

Entre janvier 2002 et juillet 2012, le HCR a aidé quelque 902 000 réfugiés afghans à retourner chez eux volontairement. Près de 28 000 réfugiés iraqiens ont aussi bénéficié d'une assistance pour regagner leur pays depuis 2003. En mai 2012, une conférence internationale réunissant les parties prenantes a approuvé la Stratégie de solutions pour les réfugiés afghans présentée par les Républiques islamiques d'Afghanistan, d'Iran et du Pakistan, et facilitée par le HCR.

En 2013, le programme du HCR en République islamique d'Iran aura deux objectifs : soutenir le rapatriement librement consenti et renforcer l'autosuffisance des réfugiés en préparation de leur retour durable dans leur pays d'origine ou de leur réinstallation dans un pays tiers.

## Chiffres prévisionnels pour la République islamique d'Iran

TYPE DE POPULATION	ORIGINE	JAN. 2013		DÉC. 2013	
		TOTAL DANS LE PAYS	NB PERS. ASSISTÉES PAR LE HCR	TOTAL DANS LE PAYS	NB PERS. ASSISTÉES PAR LE HCR
Réfugiés	Afghanistan	818 910	818 910	797 130	797 130
	Iraq	44 260	44 260	41 760	41 760
	Pays divers	80	80	80	80
Demandeurs d'asile	Afghanistan	80	80	40	40
	Pays divers	20	20	10	10
<b>Total</b>		<b>863 350</b>	<b>863 350</b>	<b>839 020</b>	<b>839 020</b>

Ces réfugiées afghanes gagnent leur vie en vendant des pistaches à Dashte-Zahmatkeshan.



HCR / M. H. SALEHI/ARA

Le pays a connu des évolutions positives, avec notamment la décision de délivrer un permis de travail aux réfugiés, la dissociation du paiement des taxes relatives au permis de travail du réenregistrement des cartes de réfugiés, l'élargissement du régime d'assurance maladie pour les réfugiés, et la permission accordée aux jeunes réfugiées admises dans des universités d'obtenir des visas d'étudiantes dans le pays.

Suite à une initiative proposée par le BAFIA, certains réfugiés afghans ont commencé à échanger leur carte de réfugié pour un passeport et un permis de résidence. Le HCR travaille en étroite liaison avec les autorités pour s'assurer du respect des garanties de protection pendant la procédure.

### ● Besoins

La crise économique mondiale et la suppression des subventions en République islamique d'Iran ont provoqué une hausse substantielle du coût des médicaments, des soins de santé, de l'éducation et d'autres services sociaux. L'inflation a été alimentée par de multiples augmentations du prix du carburant et des produits énergétiques.

Sur la base de l'évaluation/recensement des vulnérabilités entrepris par le Gouvernement dans le contexte du réenregistrement des réfugiés en 2011, on estime que près de 200 000 réfugiés afghans ont besoin de toute urgence d'une aide complémentaire dans les zones urbaines.

Certains de ces réfugiés vulnérables nécessiteront aussi une aide alimentaire. Actuellement, le PAM limite la distribution de vivres aux zones d'installations des réfugiés. L'insuffisance du soutien financier a créé des lacunes dans les soins de santé, alors que les ressources de l'État sont mises à rude épreuve. De plus, le manque d'accès des réfugiés à une assurance médicale complète les rend vulnérables en cas de problèmes de santé.

D'après les statistiques gouvernementales, près de 300 000 réfugiés travaillent dans les secteurs de la construction, de l'agriculture et de la production. C'est un motif d'inquiétude pour le Gouvernement et les citoyens iraniens, compte tenu du taux élevé de chômage dans le pays.

Toutes les zones d'installation existantes ont besoin de réparations de leurs infrastructures sanitaires, éducatives, d'alimentation en eau et d'assainissement. De récentes missions de

## Objectifs et cibles prioritaires en 2013

### Besoins de base et services essentiels

- Améliorer l'état de santé de la population réfugiée.
  - ➔ Près de 300 000 réfugiés enregistrés ont accès à des soins de santé primaires gratuits.
  - ➔ Au moins 80 pour cent de la population réfugiée bénéficie d'une assurance maladie couvrant les soins médicaux secondaires et tertiaires.
  - ➔ Le système d'aiguillage des patients est maintenu.
- Garantir un accès optimal de la population relevant de la compétence du HCR à l'éducation.
  - ➔ Une éducation des adultes est dispensée à 3 000 réfugiés.
  - ➔ Cinq centres éducatifs sont construits.
  - ➔ Plus de 280 000 réfugiés enregistrés ont accès à l'enseignement primaire et secondaire.

### Autonomisation et autogestion communautaires

- Améliorer l'autosuffisance et les moyens d'existence.
  - ➔ L'accès à l'emploi autonome et aux possibilités de création de petites entreprises est facilité pour 5 000 réfugiés.
  - ➔ Une formation commerciale et à la création d'entreprises est assurée pour 5 000 réfugiés.

### Solutions durables

- Réaliser le potentiel du rapatriement librement consenti.
  - ➔ Des allocations en espèces sont distribuées à 15 000 réfugiés optant pour le retour à domicile.
  - ➔ Au moins quatre réunions transfrontalières sont organisées pour soutenir les retours en Afghanistan et en Iraq.
  - ➔ Tous les réfugiés vulnérables bénéficiant d'une aide au rapatriement font l'objet d'un dépistage médical.
- Réaliser le potentiel de la réinstallation.
  - ➔ Près de 5 000 réfugiés sont réinstallés.

## Présence du HCR en 2013

□ Nombre de bureaux 5

□ Effectifs totaux 127

Internationaux 12

Nationaux 110

VNU 1

Autres 4

suivi du HCR ont révélé que le taux de scolarisation dans les zones d'installation était en général plus faible que parmi les réfugiés qui résident hors des camps.

Des solutions sont requises pour près de 82 000 réfugiés afghans qui présentent des besoins spéciaux, notamment des femmes et des enfants potentiellement exposés à la violence et/ou des victimes de violences, des enfants non accompagnés ou séparés, et des réfugiés avec des handicaps génétiques, physiques et mentaux.

Même si certains réfugiés afghans vivant en République islamique d'Iran estiment que les conditions socio-économiques qui règnent en Afghanistan sont très médiocres et risquées, le HCR continuera néanmoins de fournir des informations actualisées sur le pays d'origine et prodiguer une aide à ceux qui envisagent ou choisissent le rapatriement librement consenti.

### | Stratégie et activités |

En République islamique d'Iran, le HCR a pour objectif principal de mettre en œuvre des solutions durables pour les réfugiés enregistrés par le biais du rapatriement librement consenti, de la réinstallation et de la réintégration durable. Il y parviendra en facilitant et favorisant le rapatriement librement consenti et en aidant la réintégration durable dans les zones de retour ; en développant la réinstallation ; en donnant aux réfugiés les moyens de revenir grâce à un accès élargi à l'éducation et aux soins de santé ; et en diversifiant la formation et les possibilités de trouver des moyens d'existence.

Même si le HCR plaidera auprès du Gouvernement pour qu'il conserve le cadre juridique autorisant la poursuite du séjour des réfugiés afghans et irakiens dans le pays, le rapatriement librement consenti demeure la solution préférée pour ces groupes. Le HCR s'emploiera à augmenter les allocations en espèces versées à chaque famille, sans limitation du nombre de membres du ménage. En collaboration avec les Gouvernements afghan et iranien, le HCR évaluera les conditions dans les régions de retour en Afghanistan et soutiendra des interventions dans les domaines de l'eau, de l'électricité, du réseau routier, des abris, de la santé, de l'éducation et de l'accès à des possibilités diversifiées de trouver des moyens de subsistance, l'accent étant placé sur la sécurité alimentaire.

Le HCR continuera de recommander au groupe de contact des Gouvernements concernés d'offrir des quotas plus généreux de réinstallation, en soulignant les besoins urgents des femmes chefs de famille et des groupes vulnérables, notamment les réfugiés qui présentent des affections médicales chroniques.

Les projets centrés sur le renforcement du capital humain donneront aux réfugiés les moyens de contribuer à la reconstruction de l'Afghanistan et faciliteront leur réintégration. Les interventions combleront les manques de l'assistance dans les secteurs de l'éducation, de la santé et des moyens d'existence, aussi bien en Afghanistan qu'en République islamique d'Iran.

Les réfugiés suivront des cours de formation professionnelle et commerciale qui tiendront compte des besoins du marché du travail en Afghanistan. Cette formation sera complétée par des microprojets pour les réfugiés diplômés qui recevront le capital nécessaire pour exercer un métier et de nouvelles compétences qu'ils pourront utiliser à leur retour en Afghanistan.

#### ○ Contraintes

Les réfugiés sont touchés de plein fouet par la détérioration de la situation économique dans le pays, puisqu'ils sont privés de filets de protection sociale. L'économie continue de souffrir d'une hyperinflation, qui majore substantiellement les coûts des opérations.

### | Organisation et mise en œuvre |

#### ○ Coordination

En qualité de principal interlocuteur du HCR en République islamique d'Iran, le Bureau des réfugiés et de l'immigration a la responsabilité globale de la coordination des affaires des réfugiés dans les domaines de la protection, de la santé, de l'éducation, du réenregistrement annuel, de la délivrance de permis de voyage, de la gestion des zones d'installation des réfugiés et de la coordination avec les départements gouvernementaux.

Le Gouvernement, les institutions des Nations Unies et les ONG ont des accords de coopération bilatérale et tripartite avec le HCR pour l'octroi d'une assistance directe et indirecte aux réfugiés dans un certain nombre de domaines spécifiques. Le Ministère de la santé est le principal interlocuteur pour les services de soins de santé primaires et l'accès aux installations de santé publique. Le Ministère de l'éducation est le principal organisme responsable de l'éducation des enfants réfugiés et des cours d'alphabétisation des adultes et des réfugiés non scolarisés. Le HCR a des accords de coopération avec l'Organisation de formation technique et professionnelle, alors que l'International World Relief Foundation se charge de l'autonomisation des femmes réfugiées avec des cours de formation et un appui aux micro-entreprises à domicile.

## Informations financières

Par rapport à celui de 2012, le budget 2013, qui s'élève à 59,6 millions de dollars E.-U., montre une augmentation de 12 pour cent, principalement imputable à la hausse globale du coût des opérations en République islamique d'Iran du fait de la majoration des prix des biens et services essentiels.

## Conséquences d'un manque de financement

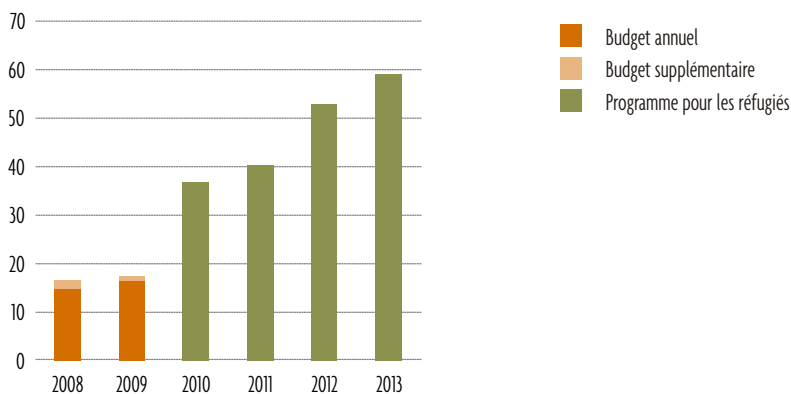
- Près de 50 pour cent des activités planifiées en matière de moyens d'existence ne seraient pas mises en œuvre.
- Près de 50 pour cent des travaux de remise en état des infrastructures prévus dans les

zones d'installation ne seraient pas effectués.

- Jusqu'à 12 000 réfugiés vulnérables qui ont besoin d'une aide médicale pour des affections ne menaçant pas leur vie ne seraient pas assistés.
- Plus d'un millier d'adultes et de réfugiés non scolarisés seraient exclus des cours d'alphabétisation.
- La construction de trois centres éducatifs supplémentaires serait retardée ou annulée et 50 pour cent des étudiants réfugiés vulnérables ne recevraient pas de fournitures scolaires ni d'uniformes.
- 50 pour cent des réfugiées vulnérables en âge de procréer ne recevraient pas de trousses hygiéniques.

## Budget du HCR en République islamique d'Iran 2008 – 2013

Millions (dollars E.-U.)



## Budget 2013 du HCR pour la République islamique d'Iran (dollars E.-U.)

RÉPARTITION BUDGÉTAIRE	PROGRAMME POUR LES RÉFUGIÉS PILIER 1	TOTAL
<b>Environnement de protection favorable</b>		
Instruments régionaux et internationaux	12 369	12 369
Droit et politique générale	170 170	170 170
Assistance juridique et recours	855 633	855 633
Attitude du public à l'égard des personnes prises en charge	391 200	391 200
Sous-total	<b>1 429 371</b>	<b>1 429 371</b>
<b>Processus de protection et documents adéquats</b>		
Conditions d'accueil améliorées	177 600	177 600
Enregistrement et établissement de profils	187 106	187 106
Détermination du statut de réfugié	111 843	111 843
Documents individuels	425 231	425 231
Enregistrement et documents d'état civil	343 709	343 709
Sous-total	<b>1 245 489</b>	<b>1 245 489</b>
<b>Sécurité face à la violence et à l'exploitation</b>		
Violences fondées sur l'appartenance sexuelle (prévention et réponse)	905 972	905 972
Liberté de mouvement et réduction des risques de détention	106 737	106 737
Protection des enfants	490 340	490 340
Sous-total	<b>1 503 050</b>	<b>1 503 050</b>

## PARTENAIRES

### Partenaires d'exécution

#### Organismes gouvernementaux

Bureau des étrangers et de l'immigration  
Ministère de l'éducation  
Ministère de la santé  
Organisation de formation technique et professionnelle  
Organisation de l'assurance des services médicaux  
Organisme national d'aide sociale

#### ONG

Association for Protection of Refugee Women and Children  
Chain of Hope Charity Organization  
Imam Khomeini Relief Committee  
International World Relief Foundation  
Iraqi Refugee Aid Council  
Organisation de défense des victimes de violences  
Rebirth Charity Organization  
Société pour la protection des enfants souffrant du cancer  
Society for Recovery Support

#### Autres

ONUDI  
PNUD

### Partenaires opérationnels

#### ONG

Caritas  
Conseil danois pour les réfugiés  
Conseil norvégien pour les réfugiés  
Family Planning Organization  
Global Partners  
International Consortium for Refugees in Iran  
Médecins sans Frontières  
Nippon International Cooperation for Community Development  
Operation Mercy  
Relief International

#### Autres

FAO  
FNUAP  
OIM  
OMS  
ONUDC  
ONUDI  
ONUSIDA  
PAM  
PNUD  
UNESCO  
UNICEF

RÉPARTITION BUDGÉTAIRE	PROGRAMME POUR LES RÉFUGIÉS PILIER 1	TOTAL
<b>Besoins de base et services essentiels</b>		
Santé	21 215 527	21 215 527
Santé procréative et services liés au HIV	430 463	430 463
Eau	465 231	465 231
Assainissement et hygiène	2 076 802	2 076 802
Abris et infrastructure	4 645 231	4 645 231
Articles ménagers de base	444 737	444 737
Services destinés aux groupes ayant des besoins spécifiques	2 615 601	2 615 601
Éducation	6 340 046	6 340 046
Sous-total	<b>38 233 638</b>	<b>38 233 638</b>
<b>Autonomisation et autogestion communautaires</b>		
Mobilisation communautaire	101 852	101 852
Coexistence avec les communautés locales	215 231	215 231
Autosuffisance et moyens d'existence	5 765 694	5 765 694
Sous-total	<b>6 082 777</b>	<b>6 082 777</b>
<b>Solutions durables</b>		
Stratégie de solutions globales	1 045 864	1 045 864
Retour volontaire	7 655 503	7 655 503
Réinstallation	1 153 063	1 153 063
Sous-total	<b>9 854 430</b>	<b>9 854 430</b>
<b>Direction, coordination et partenariats</b>		
Coordination et partenariats	174 231	174 231
Relations avec les donateurs et mobilisation des ressources	531 023	531 023
Sous-total	<b>705 254</b>	<b>705 254</b>
<b>Appui à la logistique et aux opérations</b>		
Logistique et chaîne d'approvisionnement	220 231	220 231
Gestion des opérations, coordination et appui	284 049	284 049
Sous-total	<b>504 280</b>	<b>504 280</b>
<b>Total</b>	<b>59 558 289</b>	<b>59 558 289</b>
<b>Budget 2012 révisé (au 30 juin 2012)</b>	<b>53 221 255</b>	<b>53 221 255</b>